

TOULOUSE: L'INTRUSION DU REEL

par André Glucksmann le 26/03/2012

Le philosophe, André Glucksmann, s'insurge contre l'atténuation, par certains, de la responsabilité du tueur et par conséquent l'incrimination de la société.

Coup de tonnerre dans un ciel serein ou coup d'épingle dans une bulle de savon? Jusqu'alors les élections présidentielles françaises se jouaient à guichets fermés, «entre nous». L'extrême gauche communiste prenait la Bastille avec deux siècles et demi de retard. L'extrême droite, fille de Charles Martel, rêvait de bouter l'ennemi hors de France – le Sarrasin, l'Anglo-Saxon ou les fantômes malfaisants de Bruxelles. Entre partis responsables et souverains, promis à la magistrature suprême, les traditionnels crépages de chignon droite-gauche et retour renforçaient l'impression d'un pays en apesanteur, coupé du monde extérieur. Pas un mot n'était prononcé sur ce qu'il est convenu d'appeler «la politique étrangère», dangers et enjeux stratégiques passaient à la trappe. Brusquement, brutalement, sans prévenir, les meurtres perpétrés par Mohamed Merah font voler en éclats le splendide isolement où baignaient candidats et commentateurs. Al-Qaida passant pour moribond depuis la mort de Ben Laden, la guerre d'Afghanistan étant promise au clap final (fin 2012 pour les socialistes, 2014 pour l'Otan), le terrorisme n'était plus que l'obsession des séries TV américaines et le 11 septembre 2001 un passé dépassé. L'heure de l'après-violence, celle des conflits «soft» avait sonné, l'élection du président de la République devait se jouer sur l'économie, sous la bonne garde d'experts diplômés et pondérés. Patatras! Soigneusement ostracisé par les augures officiels, le chaos frappe entre Toulouse et Montauban. Devant l'inattendue intrusion du réel dans l'irréalité des discours bien-pensants, on ne s'interroge plus sur l'idéal et le meilleur des mondes, mais on se demande trivialement à qui le tour? Que fait la police? Saura-t-elle repérer l'assassin avant qu'il ne récidive? Faut-il incriminer un individu isolé, une bande, une organisation?

À peine Mohamed Merah abattu au terme d'un long siège, le couvercle se rabat sur un débat qui retourne à ses frilosités franco-françaises. Les forces de l'ordre auraient-elles pu mieux faire et les services de renseignement repérer plus rapidement le coupable, ou même fallait-il craindre que les banlieues s'agitent en faveur de l'assassin? Ces questions normales et coutumières dans une démocratie ne deviennent bêtifiantes qu'à passer pour suffisantes et exhaustives. De proche en proche, refléurit le préjugé que les responsables officiels sont responsables de tout: si la répression avait réprimé «à temps», si les autorités policières, municipales, pédagogiques, psychologiques, médicales (que sais-je?) n'avaient pas négligé le cas d'un garçon à la dérive, si les jeunes des «quartiers» difficiles bénéficiaient de soins intensifs et d'une surveillance de chaque instant, pour sûr! promis, juré, la main sur le cœur! d'aussi nauséabondes aventures seraient stoppées en plein vol. Et chacun de brandir son remède miracle, juridique, sociologique ou coercitif susceptible de garantir la France contre l'horreur.

Insensiblement la responsabilité se déplace, le tueur n'est plus qu'un enfant perdu tandis que la République et ses défaillances s'avèrent sources du drame. De la mise en cause de l'assassin, on passe à la mise en accusation de la société.

Si trop de commentateurs grignotent ce pain-là, le sommet de la mauvaise foi et du retournement de culpabilité est atteint par un prêcheur islamiste, supposé «modéré», jouissant d'une grande écoute dans les cités, dans les universités comme dans les chancelleries: «Un pauvre garçon, coupable et à condamner, sans l'ombre d'un doute, même s'il fut lui-même la victime d'un ordre social qui l'avait déjà condamné, lui et des millions d'autres, à la marginalité» (Tariq Ramadan, sur tariqramadan.com).

Et voilà le tour est joué, le bourreau est une victime, les victimes sont des bourreaux. Surtout n'allez pas imaginer qu'un individu de 23 ans soit responsable de ses actes, le tueur ne tue que parce qu'il a déjà été tué spirituellement, socialement, psychologiquement auparavant, tué par une société raciste, inégalitaire, répressive et cetera, et cetera. Que la France s'en prenne à elle-même! Quand on assassine ses soldats (deux fois traîtres puisque d'origine maghrébine), quand on achève à bout touchant ses enfants (mille fois coupables parce que juifs), c'est sa faute.

D'aussi savants retournements courent les rues et les réseaux sociaux. On a tôt fait de plaider l'innocence en incriminant une situation familiale problématique, une condition sociale guère enviable, une actualité peu souriante, des formules inconvenantes crachées par les uns et les autres, ou même des regards de travers. Mohamed Merah ne nageait pas dans l'opulence. Eût-il été un favori de la fortune l'explication s'inverse: les blousons dorés sont pourris par une enfance privilégiée comme les blousons noirs par un départ précaire. Les tueurs islamistes d'Alger (1992-1997) possédaient en moyenne Bac ++, Mohammed Atta et ses sbires étaient fils de la bourgeoisie cairote ou saoudienne. Les doctes explications se mordent la queue et n'éclairent pas, elles embrouillent. Les statistiques socio-économiques ne servent ici qu'à étoffer des discours de papier. Bien entendu, les fous d'Allah ne disposent d'aucune exclusivité en matière de meurtres idéologiques. Au cœur de l'Afrique comme de l'extrême Asie et, il y a à peine dix ans, au centre de l'Europe, n'importe quelle passion xénophobe et raciste suffit pour expédier des civils en enfer. Et partout de pseudo-théories viennent susurrer que si chaque Terrien mangeait de la brioche, la vie s'écoulerait comme un long fleuve tranquille (autant d'injures savantes à l'égard du crève-la-faim. N'oublions pas que l'immense majorité des miséreux récuse la loi des armes de poing et des kalachnikovs).

Le couple pathologique du bavard diplômé et du criminel fut croqué par Dostoïevski avec une acuité moliéresque voilà près de deux siècles. Les abrutis qui déresponsabilisent le «démon» aux dogmes sanglants en arguant des circonstances sociales atténuantes ressassent une ritournelle éculée. J'espère, sans le croire, que la campagne présidentielle en cours s'abstiendra d'attribuer l'abomination de Toulouse à la faiblesse des crédits dévolus aux rénovations urbaines. L'idée que l'individu est responsable, que la cruauté n'est jamais éradiquée ni éradicable et qu'il faut la combattre en tant que telle défrise les angéliques, cela leur semble si vulgaire, voire bassement policier. N'empêche qu'elle tourne inlassable, la roue de l'inhumanité des hommes. Le mal existe. À 7 ans, Myriam Monsonogo l'a rencontré.